

GRAVES TENSIONS AU PARTI DE MOUSSA TOUATI

FNA, les dessous d'une crise

La crise latente qui couve au FNA livre chaque jour un peu plus ses secrets. De plus en plus de langues se délient pour toucher le fond de la «marmite», aux relents de sous et de dessous, rien que cela.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et la toute dernière conférence de presse du président du parti, avant-hier, révélait on ne peut plus clairement cet «enjeu» quand, du début et jusqu'à la fin de son intervention, il ne parlait que d'argent et de ce qui va avec comme affaires juteuses. Au diable, donc, les idées et autres principes qui, apparemment, ne servent que de paravent pour se jouer de la base militante et de l'opinion publique.

Au diable aussi les «prétendus» arguments d'ordre idéologique, liés à une déviation de ligne stratégique du parti, ou de velléités d'atteler le parti à la périphérie du pouvoir que Touati et ses «détracteurs» faisaient semblant de s'échanger.

Et à Moussa Touati, qui dans son effort de se «dédouaner» et d'acculer ses adversaires, d'accuser ces derniers d'avoir fait du parti une véritable «entité d'affaires» où il n'est question que de business, et rien d'autre que du business. «Prouesse» qui n'aurait pu se réaliser sans son assentiment qu'il reconnaîtra en avouant avoir modifié de fond en comble et le statut et le règlement intérieur du parti. C'était lors du dernier congrès ordinaire en décembre 2007 quand ces hommes d'affaires et autres entrepreneurs ont promis, en contrepartie de leur intégration dans les rangs du parti, d'assurer les salaires des permanents et autres charges du parti. Ceci pour la partie visible du grand «iceberg» sur lequel Touati n'a pas voulu s'appesantir ou tout au

plus, petitement quand il parle de son ex-bras droit qui est allé «jusqu'à me parler du projet d'extension du siège national du parti en acquérant des locaux mitoyens en mon nom». Mais le summum de ce «marché» a été atteint à l'occasion des dernières législatives lorsque, ajoutera le président du FNA, ces gens ont fait fi du principe de l'élection des candidats par les militants de base en choisissant le dernier jour pour présenter leurs listes. «Nous avons été ainsi pris au dépourvu et nous n'avions d'autre choix que de les entériner au risque de compromettre la présence du parti sur nombre de wilayas», expliquera-t-il. Avec en sus, «leur non-acquittement des cotisations imposées pour couvrir les frais liés à la campagne électorale», notera Touati qui reconnaîtra avoir été floué.

«Arguments» que le camp adverse réfute catégoriquement puisque, comme l'affirme Mohamed Brahimi, membre de la direction et l'un des chefs de file de la dissidence, «c'est bien lui qui s'est enrichi sur le dos du parti, lui qui n'a jamais mis un centime». Avant de lui porter l'estocade en citant le faramineux salaire mensuel de 30 millions de centimes qu'il s'est octroyé et de revenir sur les dessous toujours liés aux sous de cette histoire de cotisations que Touati a imposées aux candidats aux dernières législatives. «Le président s'est vanté devant les membres du conseil national d'avoir assuré un quota de 50 sièges, promettant d'en arracher un peu plus, ce qui



Moussa Touati dans la tourmente.

justifie la bousculade aux premières loges des listes du parti, quitte à s'acquitter des contributions financières que Touati a par la suite imposées», dira encore notre interlocuteur.

Tout ceci pour dire que cette histoire de congrès ordinaire pour les partisans de Touati et extraordinaire pour les dissidents du parti n'est qu'un écran de fumée qui voile des «considérations» bien loin de celles de la base militante, s'il en reste encore, qui ne sait à quelle tête se vouer.

Touati tient à «son» congrès même sans autorisation

Au moment où Touati soutient tenir son congrès ordinaire ce jeudi et vendredi, même en plein air, «l'Algérie étant une grande salle», dira-t-il, même en l'absence d'un quitus du ministère de

l'Intérieur et des Collectivités locales via les services de la Wilaya d'Alger sollicités le 3 du mois en cours, ses adversaires jubilent à l'idée que ce «congrès» ne sera pas autorisé. Signe qui ne trompe pas, à leurs yeux, la réception par le département d'Ould-Kablia de leur dossier suite à leur conférence des

cadres du parti de samedi dernier à Djelfa qui a, notamment, prononcé le retrait de confiance à Touati à la tête du FNA.

Autre élément qui est venu mettre un peu plus de confusion dans la situation du FNA et qui donne du grain à moudre à Brahimi et compères, les activités du parti auraient été gelées par le Conseil d'Etat qui a été saisi par une autre dissidence menée depuis trois ans.

C'est Omar Arif, l'un des acteurs de cette dissidence, aux côtés de Drali Lhadi et de Ali Gheffar, qui l'affirme, avant de souligner que le verdict a été ensuite transmis au ministère de l'Intérieur «qui a envoyé une notification au président actuel du parti». Ce que ce dernier réfute, se contentant d'affirmer avoir été sollicité par la direction générale de libertés publiques du département d'Ould-Kablia au sujet d'un complément d'informations concernant 17 membres du conseil national du parti démissionnaires. «Ce que nous avons fait», dira-t-il, soutenant s'en remettre à la chambre administrative au cas où aucune réponse «ne nous sera donnée d'ici demain (aujourd'hui, ndlr)».

M. K.

Report du procès des quatre militants des droits de l'Homme

Le tribunal d'Alger a décidé, hier, de reporter le procès de Yacine Zeid, Abdou Bendjoudi, Athmane Aouameur et Lakhdar Bouzini au 27 septembre prochain.

Les quatre militants des droits de l'Homme sont poursuivis pour «attroupement non autorisé». Ils avaient participé, le 26 avril dernier, à une manifestation de soutien en faveur de Abdelkader Kherba, membre du Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC).

T. H.

ÉGYPTE

Un président sous «escorte» militaire

Ça sera un président sans véritables ni franchises prérogatives que les Égyptiens auront élu, à l'issue d'une présidentielle qui a vu s'affronter le candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi, et un rescapé du régime Moubarak, l'ancien Premier ministre Ahmed Chafik. Le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a pris le soin

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Après la dissolution du Parlement et l'abrogation de la Constitution ainsi que d'autres lois votées par ce dernier, notamment celle qui interdisait aux pontes de l'ancien régime de prendre part à une élection présidentielle, le Conseil du maréchal Tantaoui a entrepris de limiter les prérogatives du président de la République.

Le Conseil suprême des forces armées, qui gère le pays depuis la chute de Moubarak, s'est non seulement attribué les prérogatives législatives mais a aussi entrepris de mettre le futur président de l'Égypte sous haute «escorte» militaire.

En effet, le CSFA a formé hier un Conseil de défense nationale à qui il a défini comme mission de prendre en charge

les questions liées à la sécurité du pays. Ce conseil sera présidé par le président élu de l'Égypte. Ce dernier ne peut cependant agir en son sein sans le consentement de la majorité de ses membres, pour la plupart des militaires.

Outre le président de la République, le conseil se compose en effet de 16 autres membres, dont le ministre de la Défense nationale ainsi que 10 officiers du commandement de l'armée.

Le CSFA, qui ne semble pas vouloir faire les choses à moitié dans ce qui apparaît comme une récupération de la révolution égyptienne, a décidé que les réunions du Conseil de défense nationale ne sont valides que si ses réunions et délibérations se tiennent en pré-

sence de la majorité de ses membres. Par ailleurs, le conseil est doté de la prérogative d'inviter les vice-présidents du Conseil des ministres, les ministres ou tous autres responsables. Et alors que le futur président égyptien n'est pas encore connu, le Conseil du maréchal Tantaoui a anticipé de lui désigner un chef de cabinet en la personne du général Fouda. Il a en même temps formé une commission de la présidence de la République chargée des finances et ressources humaines. Cette commission est présidée par le chef de cabinet de la présidence, soit le général Fouda.

Le futur président égyptien devra, donc, faire avec toutes les «sentinelles» que le Conseil suprême des forces armées a déjà placées au palais du Raïs. Les résultats officiels de l'élection présidentielle égyptienne seront normalement annoncés jeudi par la haute commission électorale. Cette dernière a annoncé hier que le candidat des Frères musulmans,



Photo : DF

Les Égyptiens appelés à manifester pour protester contre l'armée.

Mohamed Morsi, a triomphé de son rival Ahmed Chafik à l'étranger.

Mohamed Morsi n'a pas attendu que la commission électorale statue pour clamer sa victoire. Il prétend être en tête avec près de 52% des suffrages. Ce qu'a contesté Ahmed Chafik qui,

lundi, a crié au «vol de l'élection» par Morsi.

Les Égyptiens, qui voient leur révolution sur la voie d'être détournée, devaient se rassembler hier place Tahrir pour, notamment, dénoncer la dissolution du Parlement.

S. A. I.